

Depuis le 7 octobre, les échos du conflit entre Israël et le Hamas parviennent en France.

Selon le dernier bilan du ministère de l'intérieur daté du 14 novembre, 1518 actes ou propos antisémites ont été recensés depuis le 7 octobre.

Villeurbanne, où les différentes communautés ont l'habitude de vivre ensemble, résiste à l'embrasement.



Lors de la marche de la fraternité le 26 novembre à Lyon. De G. à D : Benaisa Chana, du conseil régional du culte musulman, Christian Delorme, d'AssoHospitalité d'Abraham, et Ruth Ouazana, d'Amitié judéo-chrétienne Lyon et région. Élisabeth Rull pour La Croix

À Villeurbanne, le vivre-ensemble sur le fil

— La violence du conflit israélo-palestinien éprouve la société française, comme en témoignent les habitants de Villeurbanne, dans le Rhône.

— Cette ville populaire, où vit une importante communauté juive, résiste pourtant, pour le moment, aux tensions et à la montée des extrémismes.

Villeurbanne (Rhône)
De notre envoyé spécial

Dans la vitrine, une carte de Holy Land, la Terre sainte, et des fanions de la croix bleue israélienne. Une pancarte invite à toquer à la porte pour entrer dans la librairie juive du centre de Villeurbanne (Rhône). La petite dame qui ouvre raccroche son portable sur lequel vient de l'appeler le maire de la ville pour prendre des nouvelles. La veille, un individu a couvert le vigile de paroles antisémites avant d'être finalement interpellé par la police.

Malgré les précautions, la libraire avoue sa « peur ». Elle n'imaginait pas cela quand elle a repris la boutique, il y a quelques mois, après le décès de son mari. À trois rues de là, une autre femme aux mèches claires s'active dans son commerce, entre les rayons d'huile d'olive, de savons de Naplouse, et le comptoir derrière lequel s'affiche un drapeau palestinien. Mais son sourire s'envole lorsque l'on évoque le conflit. « Je ne dors pas plus de trois heures d'affilée. Je ne peux m'empêcher de suivre les nouvelles à la télévision », dit la commerçante dont toute la famille vit en Cisjordanie.

Habitante du quartier Saint-Jean, dans l'est de la ville, Samira a quant à elle décidé de se couper des réseaux sociaux. « Je suis flipée, estomaquée, sidérée. Cette humanité, elle va où, là ? » Engagée dans la vie de quartier et l'assemblée citoyenne mise en place par la municipalité, cette mère de quatre enfants s'inquiète pour l'avenir : « Ça bouillonne, mais les gens ne parlent



pas et ça va faire comme le Covid. Si on ne s'exprime pas, cette violence va laisser des séquelles, surtout chez les jeunes.»

Pierre, retraité, membre de l'Association France-Palestine solidarité (AFPS), assistait à une conférence sur Gaza, samedi 11 novembre dans le quartier du Vieux-Lyon, quand des militants de l'ultra-droite ont tenté d'attaquer les lieux. Trois participants ont été hospitalisés. « J'ai fait les quatre manifestations de soutien à la Palestine sans qu'il y ait eu

d'incident. Avec la police, les relations sont bonnes, mais avec le réveil de l'extrême droite cela devient très tendu », s'inquiète le Villeurbannais.

Depuis les massacres commis par le Hamas, le 7 octobre, puis la riposte d'Israël, la société française est travaillée par des sentiments de peur, de souffrance et de colère, comme en témoignent ces quelques habitants de Villeurbanne. Et pourtant, malgré ce climat pesant, aggravé par les risques d'attentats et les poussées xénophobes, cette ville semble amortir l'onde de choc. « Les tensions sont là, reconnaît le maire socialiste Cédric Van Styvendael. Mais Villeurbanne a toujours réussi à conserver une forme de robustesse. » Avec plus de 150 000 habitants, la cité populaire est aujourd'hui la 19^e ville de France mais cultive une certaine discrétion, dans l'ombre de la prestigieuse capitale des Gaules.

En 1934 sont inaugurées les deux rangées de gratte-ciel qui ont donné leur nom au quartier central et bordent la mairie construite dans

un pur style monumental socialiste. C'est là que s'installèrent les migrants juifs venus d'Allemagne ou de Pologne. La communauté compte aujourd'hui 15 000 habitants environ, quatre synagogues et plusieurs écoles, dont la cité scolaire du centre-ville qui draine 1200 élèves venant de toute la métropole. Villeurbanne, c'est aussi une tradition d'accueil des vagues migratoires qui ont composé une cité cosmopolite. « La ville s'est construite sur l'hospitalité », analyse Vincent Veschambre, qui dirige le Rize, une institution originale dédiée aux mémoires des populations qui réunit un centre culturel, une équipe de recherche, une médiathèque et les archives municipales. « Si on est lucides, bien sûr on est inquiets, reprend l'ancien universitaire. Mais, modestement, on apporte notre contribution pour avancer vers une société plus apaisée. »

Durant le mois d'octobre, le Rize a accueilli une exposition sur ●●●



Un samedi matin au marché des Grattes-Ciel et alentours, à Villeurbanne. Élisabeth Rull pour La Croix

●●● les traces des Ashkénazes en Europe de l'Est – programmée bien avant les événements – et n'a déploré aucun incident malgré la visite de nombreux scolaires. Le maire attribue aussi cette relative sérénité à l'intensité de la vie sociale. « On a plus de 1 000 associations qui sont autant de relais pour dépasser les clivages, pour résister au repli sur soi », se félicite l'élu. Alors que les polémiques ne cessent d'envenimer la scène politique nationale depuis le 7 octobre, un climat de consensus a aussi permis ici de faire baisser les tensions.

Le Rassemblement national fait ici des scores très faibles, 10% au premier tour des législatives de 2022 contre 18% au niveau national.

Lors du conseil municipal du 13 novembre, l'édile a lu une déclaration sur la situation au Proche-Orient et ses répercussions en France, dans laquelle tous les mots

étaient pesés. « Notre responsabilité d'élus, c'est d'abord de ne pas jouer avec les évidences, ni avec les mots, ni encore moins avec les fondements de notre République », a mis en garde Cédric Van Styvendael dont la majorité municipale est composée d'élus Insoumis et écologistes. Candidat Renaissance battu aux municipales de 2020, Prosper Kabalo salue la prise de parole claire. Quant au Rassemblement national, il fait ici des scores très faibles, 10% au premier tour des législatives de 2022 contre 18% au niveau national.

Le microclimat social et politique explique que – jusqu'à présent du moins – la société résiste au contexte délétaire. Avec 30% de logements sociaux, Villeurbanne est une cité dense, un enchevêtrement de grands ensembles et de petites résidences qui dessine un urbanisme sans charme mais sans ségrégation entre les quartiers. Avec une certaine efficacité, si l'on en croit l'absence de tags ou d'inscriptions haineuses, et la discrétion des sirènes de police. Curé de la paroisse Sainte-Madeleine, Olivier de Gersigny est arrivé voici deux ans dans cette ville dont il apprécie la mixité. « Les gens se mélangent, ils vivent davantage

dehors que dans d'autres grandes villes de l'Ouest où j'ai habité », remarque le prêtre dont l'église se fonde, trois fois par semaine, dans un marché bigarré.

« J'ai une cliente juive, elle vient régulièrement prendre le thé, témoigne la marchande de produits palestiniens. On est devenues amies. Culturellement, il y a beaucoup de choses qui nous sont familières ». « Les religions font partie de la vie, relève Prosper Kabalo, lui-même juif pratiquant. Le week-end, dans la rue, on se souhaite bon shabbat. » Un hommage à la tolérance qui contraste avec l'ambiance mortifère que dépeignent des partis ou médias. « Le problème est que certains veulent faire de ce conflit un enjeu de civilisation », analyse Prosper Kabalo tout en souhaitant que la société sorte d'une forme « de déni de la réalité » face au danger de l'islamisme. Derrière son étal, l'épicier franco-algérien Kader est plus cash : « C'est Zemmour qui cherche à importer le conflit et CNews qui nous fait croire que c'est la guerre en France. Je vis dans le quartier de la Duchère, à Lyon, où il y a une mosquée, une synagogue. Et il n'y a pas de problème. »

repères

Actes antisémites et racistes en hausse

Selon le dernier bilan du ministère de l'intérieur daté du 14 novembre, 1518 actes ou propos antisémites ont été recensés depuis le 7 octobre.

Le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin précisait alors que la police avait procédé à « quasiment 600 interpellations » d'auteurs de tags, d'insultes mais aussi de quelques cas de coups et blessures.

Le bureau de vigilance du Consistoire israélite a déposé 25 plaintes depuis un mois.

Les actes antimusulmans se multiplient en lien avec le meurtre du jeune Thomas, à Crépol, le 18 novembre. Samedi, des tags islamophobes ont couvert les murs de la mosquée de Cherbourg, et une mosquée de Valence a reçu une lettre avec menaces de mort.

Samedi également, 13 personnes ont été interpellées à Paris pour avoir tagué des croix gammées. Parmi elles, sept fichés S d'ultradroite.

Pas question pour autant de sous-estimer le danger. La préfète déléguée à la sécurité Juliette Bossart-Trignat rappelle la mobilisation des forces de l'ordre, notamment avec le renforcement des patrouilles de l'opération Sentinelle. « Tout est fait pour que malgré tout la vie continue », assure la préfète. Il faut faire face au contexte de risque d'attentats et à la situation « très tendue » dans le centre de Lyon avec l'activisme de l'ultradroite, reconnaît-elle. Dans la métropole, une soixantaine de faits ou menaces de nature antisémite ont été recensés en sept semaines, donnant

« La plupart des gens veulent la paix mais, avec la pression médiatique, on a l'impression d'être assigné dans un camp ou dans l'autre. »

lieu à cinq interpellations. Matin et soir, dans les rues des différents établissements de l'École juive de Lyon, les enfants et adolescents entrent et sortent sous la surveillance d'un important dispositif sécuritaire du service de protection juif et de militaires. Plusieurs parents tentent de relativiser. « On a l'habitude », esquive un papa. Il est vrai qu'en 1995, déjà, exactement au même endroit, le terroriste Khaled Kelkal fit exploser une bombe qui, à quelques minutes près, aurait causé un carnage.

« Les chiffres de l'insécurité ne reflètent pas la réalité », assure Yves Semhoun, le président du consistoire israélite de Villeurbanne. Beaucoup de gens se font insulter mais ils ne déposent pas plainte. Par prudence, des juifs ne portent plus leur kippa, ils enlèvent la mezouza (rouleau de parchemin posé au seuil des habitations) et même leur nom des boîtes aux lettres. Daniela Touati, rabbin libérale de la synagogue Keren Or, explique que le lieu de culte bénéficie pour la première fois du dispositif Sentinelle. « Depuis le 7 octobre, on a vraiment peur. On a créé un groupe de parole pour les familles

avec deux psychologues bénévoles. On a aussi mis en place un numéro d'appel pour ceux qui ont besoin d'aide, surtout des personnes âgées et des étudiants. »

Le président de Keren Or, Philippe Marga, a signé le 18 octobre un communiqué avec les responsables catholiques, protestants et musulmans de la commune voisine de Vaulx-en-Velin pour « exhorter les croyants et tous les citoyens à préserver le respect et le vivre-ensemble ». À Villeurbanne, les communautés religieuses ont surtout brillé par leur discrétion. Le recteur de la mosquée Othmane, Azzedine Gaci, ne s'est pas exprimé après le 7 octobre et n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations.

Sur place, dans ce très beau lieu de culte inauguré lors du dernier Ramadan, quelques dizaines de fidèles sont réunis pour la prière, ce jeudi midi. Pas une affiche, pas un drapeau ou un quelconque signe en référence à la Palestine. Pas de forces de l'ordre non plus. « C'est une mosquée tranquille de quartier où viennent aussi des étudiants du campus voisin de la Doua », esquive le responsable de l'accueil.

Samira, l'habitante du quartier Saint-Jean, regrette qu'aussi peu de voix émergent de la société. « La plupart des gens veulent la paix mais, avec la pression médiatique, on a l'impression d'être assigné dans un camp ou dans l'autre. Il faut que les responsables religieux se bougent », estime la mère de famille. Pour l'instant, en vain. Le maire de Villeurbanne, qui entretient un contact régulier avec les responsables des cultes, estimait jusqu'à présent qu'il ne lui revenait pas de provoquer une parole ou une démarche communes. Mais comme rien ne se passe, il n'exclut plus de « prendre une initiative dans les semaines qui viennent ».

Il ne lui sera pas forcément aisé de convaincre tout le monde. « Il y a eu des silences, après le 7 octobre, qui seront difficilement excusables, anticipe le président du consistoire. Pour l'instant, on prie. Prier, c'est calmer les esprits. Il faut que la pression redescende, ensuite on verra », envisage avec beaucoup de circonspection Yves Semhoun. Si la société a jusqu'ici tenu dans l'épreuve, celle-ci laissera des traces longues à effacer. **Bernard Gorce**